De: CAMPOGRANDE Anna Maria (RELEX)

À: Germain Pirlot

Objet: FW: Les disfonctionnements de la Commission Européenne

Cher Monsieur,

Vous prêchez à une convaincue, je n'arrête pas, un seul instant, de me plaindre de ce genre de situations, qui sont innombrables, au sein des services de la Commission. Et, comme je ne suis pas le mouton de Panurge, je fais l'objet de toute sorte d'attaques et de mobing en tout genre. A ce stade, des actions en justice me semblent le seul moyen que nous avons à disposition.

Comment peut-on justifier, par exemple, les négociations d'adhésion avec les Pays de l'Est et la rédaction des accords, en anglais, comme seule et unique langue faisant fois?

Malheureusement, ce genre de disfonctionnement ne frappe pas suffisamment l'attention des citoyens.

Je me souviens combien, en tant que fonctionnaire de la Commission et en tant que femme, je me suis toujours sentie outrée de la manière par laquelle on a fait tomber la Commission Santer. Une histoire lamentable d'experts et de petits sous, mise sur le dos d'une seule Commissaire, alors que, à l'époque, la Commission était farcie d'experts du même genre, engagés dans des conditions comparables, les autres Commissaires responsables ayant été "blanchis" par le Parlement européens parce-que ils étaient "sympas" et parce-que ils ont exercé leur charme sur les parlementaires.

Aujourd'hui le scandale est d'une autre dimension. A première vue il n'y a pas de sous dans l'affaire, mais, le dispositif institutionnel de la Communauté Européenne, de l'Union, de tous les Traités qui ont suivi ainsi que la pratique constante des institutions européennes ont été enfreints, ce qui cause au citoyen européen un dommage bien plus grave, quoique moins visible, que les quelques sous mal dépensés.

Un dommage occulte pour les non-avisés, la plupart, en fait, qui perdent sans le savoir des droits consacrés par des Traités, qui assistent, à leur insu, à une corrosion de la démocratie.

A l'instar des dictatures les plus farouches, qui expliquent aux citoyens l'absence d'élections démocratiques par le manque d'argent dans les caisses de l'Etat, les institutions européennes deviennent radines, pour les frais de traduction, démantèlent sournoisement les Services linguistiques sans se rendre compte que la démocratie a un prix que les institutions se doivent de payer.

Comme je vous le disais, des actions en justice s'imposent si nous ne voulons pas laisser les choses se dégrader à l'infini. Mais, il est quasi impossible de trouver des avocats, sérieux, qui veuillent bien plaider cette cause.

Les institutions européennes sont une telle puissance que, en l'absence de possibilités de gros bénéfices, tels que ceux qui peuvent être offerts par les industriels, les lobbies et les grandes entreprises, tout le monde préfère être de leur côté.

Je ne trouve aucun appui concret, nulle part. Même pas auprès des associations de défense des langues, lesquelles, ancrées dans leur tissu national, sont loin de se rendre compte de la catastrophe linguistique et culturelle à laquelle nous sommes confrontés.

Que faire? Anna Maria Campogrande

-----Original Message-----

From: Germain Pirlot

Sent: vendredi 27 septembre 2002 20:17

To: Margret Oberhofer

Cc: Ries Frederique (EP); Lannoye Paul (EP); Jonckheer Pierre (EP); Hansenne Michel (EP); Grosch Mathieu (EP); Frassoni Monica (EP); Ducarme Daniel G.L.E.G. (EP); Deprez Gerard

(EP); Dehousse Jean-Maurice (EP); Zrihen Olga Zaari (EP); De Keyser Veronique (EP)
Subject: Re: Controversial report on minorities in Belgium adopted by the CoE Parliamentary
Assembly

Chère Madame,

Je viens de jeter un coup d'oeil sur le site que vous signalez :
www.eurolang.net

Hélas! J'ai été très déçu : je pensais y trouver un site DEMOCRATIQUE, c'est-à-dire dans
TOUTES les langues de l'Union. Peut-être ai-je très mal cherché, mais je n'ai vu que des textes
en anglais!?

Il est vrai que c'est la langue des EUROPEENS SUPERIEURS (the native English speakers), et
que l'Union a de moins en moins de respect pour ses "citoyens INFÉRIEURS" ... dont je fais
partie.

Ce site www.eurolang.net ne serait-il subventionné que par des fonds versés par des "native
English speakers"? Si oui, je comprendrais très aisément; si non, je trouve cela assez injurieux
envers les autres communautés linguistiques qui verseraient de l'argent pour ne même pas
pouvoir être informés dans leur propre langue.

Yours sincerely,

Germain Pirlot
citoyen européen de rang inférieur

----- Original Message -----

From: Margret Oberhofer

To: Margret Oberhofer

Sent: Friday, September 27, 2002 6:48 PM

Subject: Controversial report on minorities in Belgium adopted by the CoE Parliamentary Assembly

> Dear Sir/Madam,

>

> We enclose for your attention a summary of an article which we carry today.

>

> The full article, and our entire service, is available at

> <http://www.eurolang.net>

>

>

> Controversial report on minorities in Belgium adopted by the CoE

> Parliamentary Assembly

>

>

>

> Yesterday, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe (CoE)

> voted with 68 to 100 votes in favour of the adoption of the report on

> the protection of minorities in Belgium. The essence of the report

> drafted by the Swiss rapporteur Lilli Nabholz-Haidegger is that in

> addition to the national German-speaking minority in East of Belgium,

> 'minorities on a regional level' also exist. This caused controversy

> because of 120.000 French-speakers living in the Brussels periphery -

> making part of the Flemish community - which would be given a minority

> status within the CoE-Framework Convention for the Protection of National Minorities.

>

>

> If you have any questions, please don't hesitate to contact us.

>

> Thank you for your interest in EuroLang, the news agency of minority

> language issues.

>

> Kind regards,

>

> Margret Oberhofer

>

> Rédactrice en chef/Editor-in-Chief

>

> EUROLANG

> rue Saint-Josse/Sint-Jooststraat 49

> B-1210 Bruxelles/Brussel

> BELGIQUE/BELGIË

> Tél: ++ 32 2/218.25.90

> Fax: ++ 32 2/218.19.74

> Web: www.eurolang.net

>

>